

pacte pour les droits
et la citoyenneté

Propositions pour un nouveau vivre ensemble

**FICHER, FILMER,
DÉNONCER, ENFERMER...**

VERS UNE SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE ?

Conférence-débat

organisée par Attac, la Ligue des Droits de l'Homme,
la Fondation Copernic, le Syndicat de la Magistrature

animée par

Évelyne SIRE-MARIN

magistrate, vice-présidente de la LDH,
présidente d'honneur de la Fondation Copernic,
collaboratrice du Conseil Scientifique d'Attac

**Ven. 7 oct. 18h30
Maison du Peuple
GARDANNE**



**%
attac**

Fondation Copernic
Commissaire à l'Environnement et au Développement Durable

**Ligue des
droits de l'Homme**

**Syndicat
de la Magistrature**

La conférence débutera par un pot convivial à partir de 18h30

Fichés, filmés, surveillés, dénoncés, enfermés ? Est-ce la société que nous voulons ?

Fichés ? les fichiers se multiplient : STIC et JUDEX pour les infractions, PASP et EASP pour la sécurité publique, base élèves et SCONET pour nos enfants, fichier des empreintes génétiques (FNAEG), développement de la biométrie... Fichés et **tracés** grâce aux puces RFID de nos Pass de transport et des passeports. Avec la récente loi de sécurité intérieure (dite Loppsi 2 votée en février 2011) l'interconnexion de tous les fichiers, la menace du croisement de tous les renseignements (y compris les paiements avec nos cartes bancaires, la localisation de nos téléphones portables) devient grande.

Filmés ? Objectif du gouvernement : 60 000 caméras de **vidéosurveillance** de la voie publique ! Ce dispositif – toutes les études et enquêtes le montrent – est illusoire (il ne fait que déplacer la violence et la délinquance et ne permet de résoudre que 3% des cas dans les enquêtes) et coûteux. Malgré cela des municipalités s'y fourvoient (Marseille, Aix, Meyreuil...). Voulons-nous toujours plus de moyens répressifs ou une véritable prévention ? La prévention, ce n'est pas encore plus de lois et de décrets ; la prévention, c'est mettre en œuvre des conditions sociales et économiques qui permettent d'éviter la délinquance.

Dénoncés ? Plus fort encore : le gouvernement prétend convaincre les collectivités d'installer une organisation de « **voisins vigilants** », encouragés à contrôler, espionner, dénoncer tout individu qui leur paraîtrait louche. Dans notre région certains maires le font et s'en félicitent (Venelles entre autres...) !

Enfermés ? Une récente loi (publiée le 4 juillet 2011) impose la contrainte et le contrôle comme fondement du soin en psychiatrie. La France bat déjà un record avec 73 000 **internements** de force chaque année. Cette loi va augmenter de façon considérable ce chiffre. Au lieu d'une loi sanitaire c'est une loi sécuritaire de plus qui a été votée, une loi liberticide.

Non, nous ne voulons pas de cette société de surveillance, de ces dispositifs sécuritaires qui s'inscrivent dans une démarche plus globale de contrôle social où nous sommes tous traités comme des présumés délinquants et de stigmatisation de populations « dangereuses » : les « fous », les jeunes, les étrangers, les pauvres... nous tous !



ET VOUS, QU'EN-PENSEZ-VOUS ? VENEZ POSER VOS QUESTIONS ET DEBATTRE